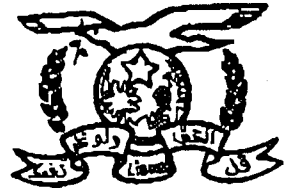


**LE**



**CAVALAME**

JOURNAL INDÉPENDANT FONDÉ PAR HABIB OULD MAHFOUDH - ÉDITION FRANÇAISE - ONZIÈME ANNÉE - NUMÉRO 408 DU 3 SEPTEMBRE 2003 - 200 UM - 500 FCF

## Ahmed Ould Sidi Baba, président du RDU

***"Actuellement, les choses ne sont pas encore mûres pour qu'une alternance intervienne et assure la sécurité et la paix dans le pays."***



**Le Calame:** Le RDU ne présente pas de candidat à l'élection présidentielle. Peut-on savoir pourquoi?

**Ahmed Ould Sidi Baba:** Parce que nous appartenons à une majorité qui s'appelle la majorité présidentielle et le chef de cette majorité a décidé de se présenter. Et nous avons dit, depuis toujours, que nous soutiendrons sa candidature, s'il se représentait. Ceci étant dit, pour le principe, rien ne s'oppose à ce que nous ayons une candidature, mais nous pensons, par ailleurs, qu'actuellement, les choses ne sont pas encore mûres pour qu'une alternance intervienne et assure la sécurité et la paix dans le pays. D'un autre côté, nous considérons qu'il y a de grands chantiers qui sont engagés. Je pourrais en citer tout à l'heure quelques uns. Il est dans l'intérêt du pays que ces chantiers soient menés à bonne fin et qu'en même temps, le processus démocratique soit conduit à sa fin. Nous pensons que cette prochaine législature devra être celle du parachèvement de ce processus.

Premier parti créé depuis l'avènement de la démocratie, le Rassemblement pour la Démocratie et l'Unité (RDU) a fêté le 20 août dernier son douzième anniversaire. Son président fondateur Ahmed Ould Sidi Baba revient pour nous sur la participation de son parti à la majorité présidentielle, sur la prochaine élection, sur l'alternance. Personnage à part sur l'échiquier politique local, Ahmed Ould Sidi Baba fut longtemps ministre puis ministre d'État jusqu'en 78. Ministre de la Culture et de l'Information, c'est lui qui créa l'Office de radiodiffusion de Mauritanie, l'Imprimerie Nationale, l'Institut Mauritanien de recherche scientifique et la Bibliothèque Nationale.

A la chute de Ould Daddah, il quitte la politique et se lance dans les affaires notamment où il réussit pas mal. En 1991, lorsque Ould Taya annonce l'ouverture démocratique, il crée avec une poignée de cadres le RDU et lance le concept de "majorité présidentielle". Partisan de ce qu'il appelle le parachèvement du processus démocratique lors de la prochaine législative, il considère qu'une alternance dans les circonstances actuelles comporte plus de risques que d'avantages pour le pays.

Suite en page 5

## "Actuellement, les choses ne sont pas encore mûres pour qu'une alternance intervienne et assure la sécurité et la paix dans le pays."

**Le RDU fait partie de la majorité présidentielle. Quel a été son apport à cette majorité? A-t-il appliqué une partie de son programme, notamment le point relatif au renforcement de la démocratie?**

On m'a souvent posé cette question. Avant d'y répondre précisément, je dirai que l'appartenance à une majorité ou à une opposition implique un apport mais cet apport ne peut être quantifié arithmétiquement. Ceci étant dit, nous avons un programme et des vœux qui sont différentes de celles des autres partis de la majorité. Nous avons essayé de faire passer le maximum de ce programme dans l'action du gouvernement et de l'État. En ce qui concerne le processus démocratique, tout le monde sait que depuis la création du RDU, nous militons pour l'approfondissement de la démocratie et pour son parachèvement. Nous pensons que ce parachèvement aurait pu se faire plus rapidement, mais il faut dire que si on n'est pas aux affaires, beaucoup de choses vous échappent. Des progrès considérables ont été accomplis dans le processus démocratique et notamment la création d'un État-civil fiable. Cela est une condition sine qua non pour que l'approfondissement de la démocratie se réalise et pour que les élections se passent dans la transparence et la quiétude, pour qu'il puisse y avoir, un jour, une alternance pacifique et valable.

Il y a d'autres domaines dans lesquels il y a encore des progrès à faire et notre action future, lors de la prochaine législature, consistera à parachèvement le processus démocratique, c'est-à-dire, ce qui reste à faire pour que la culture et les valeurs démocratiques soient définitivement ancrées dans les moeurs du pays.

**Peut-on dire que le RDU cautionne tout le bilan de Ould Taya? Sinon, sur quels aspects avez-vous des réserves?**

La question n'est pas de savoir si nous cautionnons tout le bilan. Nous avons approuvé le programme électoral du président. Nous le soutenons. Nous avons notre propre programme qui, sur certains points, diverge avec celui du président.

Nous essayons de faire passer le maximum de ce programme. Globalement, nous considérons que des avancées importantes ont été faites sur le plan de la démocratie, sur le plan de l'économie c'est évident, personne ne peut le nier, sauf les gens de mauvaise foi. Mais il reste encore beaucoup de choses à faire. Le problème c'est pas de dire si nous cautionnons tout le bilan, le problème n'est pas de savoir en quoi nous avons contribué pour améliorer ce bilan et il n'est pas dans notre mentalité de

considérer qu'appartenir à une majorité veut dire que l'État et son chef ne peuvent prendre aucune décision sans en référer aux partis politiques.

L'apport des partis sur un plan politique se limite à l'approfondissement de la démocratie et aux grands choix stratégiques dans le domaine de la gestion publique de l'État et dans la contribution à la réforme de cet État. Je peux vous dire que nous avons beaucoup contribué à cette réforme dans le domaine de l'Éducation et de la réforme globale de l'État. Pour cette dernière, nous sommes en train de pousser pour qu'elle intervienne et ce sera notre programme pour la prochaine législature. Ce programme consistera, d'une part, à parachèvement l'approfondissement de la démocratie et, d'autre part, à accélérer les travaux en cours pour la réforme globale de l'État ainsi que le processus d'intégration au niveau du Maghreb. Ce sont les trois gros objectifs qui sont les nôtres pour la prochaine législature.

**Venons-en à la prochaine présidentielle. Que pensez-vous de la candidature de Ould Haidalla?**

Encore une fois je considère qu'il n'y a pas lieu de demander à un parti politique ou à un individu de porter un jugement sur les autres. Ould Haidalla a été chef de l'État mauritanien, c'est un citoyen jouissant de tous ses droits et il a parfaitement le droit de se présenter. Ce que je peux dire, c'est que nous ferons tout ce qui est dans nos possibilités pour que le président Ould Taya soit élu. Nous le ferons en insistant sur la nécessité de la totale transparence et de la totale fiabilité de ces élections. Nous avons besoin pour notre candidat d'une élection irréprochable et avec le score le plus élevé possible.

**Est-ce qu'une défaite de votre candidat est envisageable?**

Pour nous, elle ne l'est pas. Nous pensons que nous allons gagner ces élections et vous savez très bien qu'il est difficile pour un parti d'aller à une élection en disant qu'il est perdant. Mais tout indique que notre candidat pourra être élu dès le 1er tour. Et nous ferons tout ce qui est en notre possible pour qu'il le soit.

**Certaines informations font état de contacts que vous aurez eus avec Ould Haidalla. Qu'en est-il?**

Je n'ai pas eu de contacts particuliers avec Ould Haidalla. Il m'a téléphoné personnellement et on a échangé quelques mots. Je lui ai dit que j'appartiens à une majorité présidentielle, que je suis fidèle à cette majorité et qu'il n'est pas dans le tempérament ni des dirigeants du RDU ni du

parti lui-même de renier leurs engagements. Le président Ould Haidalla est un homme pour qui j'ai de l'estime et du respect, mais je soutiens notre candidat.

**Cette semaine, vous avez invité Haba Ould Mohamed Vall, l'un des principaux soutiens de Ould Haidalla. Sur quoi ont porté vos discussions?**

D'abord je n'ai pas invité Haba. C'est un parent, un compatriote de la même région que moi qui a demandé à venir me saluer. Je lui ai ouvert toute grande ma porte et je peux vous assurer que nous n'avons eu aucune discussion à propos de l'élection présidentielle. Ça a été une rencontre conviviale entre amis et frères. Pas plus.

**Croyez-vous que le cadre institutionnel permet une alternance pacifique?**

Pour l'instant je ne le crois pas. Je crois que nous avons encore besoin d'au moins une législature pour parachèvement le processus démocratique et pour que l'alternance puisse alors être envisagée dans la paix et la sécurité. Lorsque vous m'avez posé la première question sur l'absence d'un candidat du RDU, je vous l'ai dit, je pense que l'alternance à l'heure actuelle comporte plus de risques que d'avantages. Dans son principe, l'alternance est souhaitable. Nous ne la refusons pas. Nous disons simplement que pour l'instant nous craignons que l'alternance ne soit porteuse de plus de dangers que de bienfaits.

**Sur quels plans?**

Sur le plan de la sécurité. Vous voulez des détails? Moi j'envisage les choses de la façon suivante: le président Ould Taya, selon nous, a réalisé beaucoup de choses mais il y a beaucoup d'autres à réaliser. Personne n'est parfait. La chose la plus importante encore à réaliser est le parachèvement du processus démocratique. Tant que ce parachèvement n'est pas opéré, toute alternance est porteuse de danger. Si demain, un autre candidat arrive au pouvoir, je crains que ce ne soit le début de tiraillement et de luttes entre les composantes des mouvements qui ont aidé à élire ce président. D'un autre côté, dans les programmes que j'ai déjà entendus, je considère qu'il y a des points qui comportent des risques. Par exemple, un premier ministre responsable uniquement devant le Parlement nous ramènera à la situation de la 3ème République française, c'est à dire un gouvernement qui serait renversé toutes les semaines ou tous les mois. Ce qui entraînerait une situation d'instabilité qui peut générer des troubles

et des déchirements, des déchirements de passions qui ne sont pas dans l'intérêt du pays. Il ne faut jamais oublier que la démocratie n'est pas une fin en soi. C'est le moins mauvais des systèmes mais il faut qu'il soit pratiqué dans une situation qui ne mette pas le pays en danger. Notre pays est faible et ne peut supporter les secousses qui découleraient aujourd'hui d'une alternance.

Comprenez-moi bien. Je ne dirai pas qu'il ne faille pas créer les conditions d'une alternance. Je dis simplement qu'elles ne sont pas encore tout à fait réalisées.

**Donc vous voulez que Ould Taya reste au pouvoir dans les circonstances actuelles, mais jusqu'à quand?**

J'ai déjà dit que pour nous au RDU, la prochaine législature devra être celle du parachèvement de la démocratie. Et dès que la démocratie est parachèvement, ceux qui ont en vue de réaliser l'alternance, peuvent la réaliser parce que en ce moment là le risque serait minime ou n'existerait plus pour le pays.

**Si nous vous comprenons bien, Ould Taya devra donc faire le prochain mandat, préparer le terrain à son successeur et partir?**

Je ne dis pas ça. Ould Taya est libre de faire ce qu'il veut. Ce n'est pas moi qui lui dicterai sa conduite. Je dis simplement que nous devons, nous la majorité présidentielle, créer les conditions dans lesquelles une alternance peut se faire après la prochaine législature, dans la paix civile et l'entente.

**L'ancien militant de votre parti, Chbih Ould Cheikh Melanine, vient d'être libéré, après deux ans et demi de prison. Avez-vous déjà eu des contacts?**

Non je n'ai pas eu de contacts avec lui. Je me réjouis de sa libération comme de celle de ceux qu'on appelle les islamistes. On m'a souvent posé la question: qu'est-ce que vous pensez de tout ceci. Je dis mais qu'est-ce que je peux en penser? Je ne suis ni la justice, ni les services d'enquête et je considère que, a priori, il ne m'appartient pas de dire que l'État a tort de prendre les mesures qu'il juge utiles pour la sécurité du pays. La justice doit faire son travail et si quelqu'un n'est pas coupable, il doit être libéré. Dans le cas dont vous parlez, celui de Chbih Ould Cheikh Melanine, il a été jugé, condamné et aujourd'hui gracié. Je me réjouis de cette grâce et je lui souhaite tout le bonheur possible.

**Les leaders islamistes ont signé hier soir (mercredi 27 août) une déclaration de soutien à Ould Haidalla, après celle de l'UFP, pensez-vous que ce candidat pourrait constituer une menace pour votre candidat, s'il continue à ratisser ainsi?**

Vous m'apprenez la nouvelle. Je ne savais pas que ce que vous appelez les islamistes ont signé une déclaration de soutien à Ould Haidalla. C'est leur droit. Je vous répéterai ce que j'ai dit au début, que la victoire est de notre côté.

**Une dernière question. Comment voyez-vous l'avenir du pays?**

Notre vision de l'avenir du pays, nous l'avons toujours décrite dès le premier jour de la création de notre parti. Nous considérons qu'il faut avoir l'humilité de comprendre que si des pays comme l'Allemagne, la France, l'Angleterre ont jugé bon d'entrer dans une union économique, à fortiori, la Mauritanie devrait le faire. L'avenir de ce pays est dans l'intégration économique maghrébine et dans des relations économiques privilégiées avec les voisins par le sud c'est à dire le Sénégal et le Mali et à travers eux des relations de confiance et de sécurité avec la zone Euro (zone CFA NDLR). En somme, pour nous, la pérennité de ce pays n'est envisageable que dans le cadre d'une intégration économique avec d'autres pays. Je le répète, si cette intégration n'était pas nécessaire, les Européens ne l'auraient pas recherchée et je considère que dans nos pays maghrébins et sahéliens, la grande erreur, c'est de se confiner dans le train-train quotidien de nos affaires intra-muros et d'oublier que l'évolution actuelle du monde impose la réalisation d'ensembles économiques.

Plus précisément, je considère que la Mauritanie, je veux dire la civilisation et la culture plus qu'un État ou une nation - pour l'instant ne sera viable et pérenne que dans une intégration économique.

Je ne dis pas l'intégration politique qui devrait être le résultat de l'économie, si cela est nécessaire. Je vous citerai quelques exemples très simples: je vois mal comment on pourrait continuer à former des cadres pour une économie qui ne peut pas les employer. Je ne crois pas qu'on puisse continuer à créer des facultés et des universités pour des besoins qui ne sont pas évidents. Même si demain nous avons le pétrole et là je partage ce point de vue avec tous les responsables de la majorité, nous aurons encore besoin de l'intégration économique, pour d'autres besoins.